



COUP D'OEIL DE L'OBSERVATOIRE

En collaboration avec:



Chaire de leadership en enseignement
Roméo Dallaire sur les conflits civils
et la paix durable



LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN ET LE PHŒNIX PANARABE



Un jeune garçon brandit son drapeau au milieu d'une foule rassemblée dans le centre de Sydney le dimanche 15 octobre 2023 lors d'une manifestation en soutien aux Palestiniens de Gaza (©AP).



AUTEUR : LINA AL-KHATIB

Étudiante à la maîtrise en science politique à l'Université de Montréal, Lina s'intéresse aux relations internationales, à la gouvernance mondiale et aux droits humains.

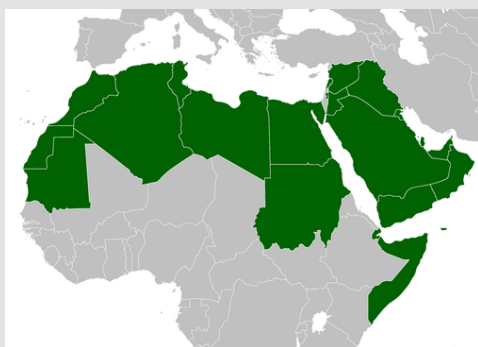
Un célèbre proverbe arabe affirme : « Les Arabes ont convenu qu'ils ne parviendraient pas à un accord. » Cette maxime illustre à la perfection l'évolution de la solidarité entre les nations arabes au fil des décennies. Autrefois moteur de l'unité régionale, le panarabisme a progressivement cédé du terrain face aux divergences politiques et aux intérêts nationaux.

Pourtant, les récents développements au Moyen-Orient, en particulier le conflit en cours à Gaza, semblent raviver un sentiment de convergence à l'échelle du monde arabe. Cette mobilisation marque-t-elle le retour d'une conscience panarabe, ou s'agit-il d'une toute autre forme d'unité arabe supranationale?

Les origines du panarabisme

Le panarabisme naît au cœur des poèmes, des écrits et des discours intellectuels. Il a été un mouvement artistique avant d'être une idéologie politique. À la fin du XIX^e siècle, dans le contexte de la Nahda (renaissance culturelle arabe), des penseurs et écrivains expriment un sentiment d'arabité commune, transcendant les frontières coloniales et ottomanes.

Patricia Manduchi (2017) parle d'« arabisme » pour désigner cette première phase du panarabisme. Selon elle, l'arabisme représente une conscience identitaire partagée, fondée sur la langue, l'histoire et un héritage civilisationnel commun. L'essor de cet arabisme est particulièrement visible dans les salons littéraires du Levant et d'Égypte, où des intellectuels débattent du rôle de la langue arabe et de l'héritage islamique face aux défis posés par la modernisation et la domination étrangère.



Avec le démembrement de l'Empire ottoman et l'arrivée des puissances coloniales européennes, cet arabisme culturel évolue vers une revendication plus politique. Ce passage de la culture à la politique se formalise dans les années 1920-1940 avec les écrits de Sati al-Husri, qui pose les bases du nationalisme arabe moderne (Manduchi, 2017).

Le panarabisme se définit alors comme une idéologie politique et culturelle qui prône l'unité des peuples et des nations arabes sur la base d'une langue, d'une histoire et d'une culture communes.

La figure de proue du panarabisme est l'ancien président égyptien Gamal Abdel Nasser. Il incarne l'apogée de cette idéologie à partir des années 1950, en combinant nationalisme arabe, socialisme et anti-impérialisme. D'officier révolutionnaire à l'ennemi numéro un des Britanniques, Nasser se distingue comme un leader capable de tenir tête aux puissances coloniales, notamment au moment de nationaliser le canal de Suez (Ould Mohamedou, 2018).

L'un des projets les plus ambitieux de Nasser est la création de la République arabe unie (RAU) en 1958, une union entre l'Égypte et la Syrie censée concrétiser le rêve d'unité arabe. Cependant, cette expérience tourne courte : la Syrie quitte l'union en 1961, illustrant les limites du panarabisme face aux intérêts nationaux divergents.

Malgré cet échec, Nasser continua de porter fièrement les couleurs du panarabisme. Toutefois, la défaite de 1967 face à Israël marque un tournant majeur. Elle affaiblit non seulement son pouvoir, mais aussi l'ensemble du mouvement panarabe, révélant ses failles stratégiques et structurelles. Après sa mort en 1970, ses successeurs, à commencer par Anouar el-Sadate, prennent leurs distances avec le panarabisme au profit d'une diplomatie plus pragmatique et d'une coopération accrue avec l'Occident. (Ould Mohamedou, 2018)

Si le projet d'unité politique arabe se noie doucement depuis les années 1970, un facteur clé continue de rassembler les nations arabes : la cause palestinienne.



Gamal Abdel Nasser

La Palestine : le protégé du panarabisme

La cause palestinienne a toujours été intrinsèque à l'évolution du panarabisme, reflétant à la fois l'apogée et le déclin de cette idéologie. La raison est que la lutte contre l'implantation du sionisme a constamment été perçue comme un combat commun à l'ensemble des nations arabes. Dès la création de l'État d'Israël en 1948, la Palestine devient un symbole d'unité et de résistance collective, servant d'élément fédérateur pour l'idéologie panarabe en pleine expansion.

Le panarabisme nassérien, en particulier, fait de la Palestine un pilier de sa rhétorique politique. En s'engageant militairement au côté des Palestiniens, Nasser lie leur destin à celui des autres Arabes de la région. La relation de réciprocité entre le panarabisme et la Palestine fait en sorte que chacun s'approprie les succès et les revers de l'autre.

De ce fait, la nationalisation du canal de Suez en 1956 est célébrée comme une victoire panarabe qui renforce la position des Palestiniens, tandis que la défaite arabe de 1967 lors de la guerre des Six Jours marque un tournant désastreux pour les deux mouvements.



©Brahim Guedich

D'ailleurs, Fouad Ajami (1978) souligne que la libération de la Palestine n'a pas toujours été envisagée sous la forme de la création d'un État indépendant. Il rappelle que cette émancipation était initialement perçue à travers le prisme panarabe, où la Palestine aurait intégré une union plus large constituée de ses nations sœurs arabes. Par ailleurs, il théorise que la Palestine a longtemps été le moteur du panarabisme, mais qu'à mesure que cette idéologie s'effondrait, elle est devenue un combat distinct, mené par les Palestiniens eux-mêmes.

Ajami (1978) conclut sur une idée qui, malgré les décennies écoulées, reste pertinente aujourd'hui. Alors que son texte date d'une quarantaine d'années, il anticipe justement le futur de cette relation fusionnelle.

Bien que la Palestine demeure un élément mobilisateur dans les discours panarabes, elle ne repose plus sur une solidarité politique et militaire entre États arabes, mais plutôt sur un soutien symbolique et émotionnel des populations arabes.

Retour sur le récent paroxysme de la désunion



Les accords d'Abraham (© Tia Dufour / White House / Anadolu Agency / Getty)

Avant la réunion, il y a la désunion. Ce moment difficile de l'unité arabe est symbolisé par la période des Accords d'Abraham, qui officialisent la normalisation des relations entre plusieurs États arabes et Israël.

Initiative américaine, ces traités signés par les Émirats arabes unis, Bahreïn et le Maroc ont offert à Israël un accès discret mais stratégique au cœur du bloc arabe. La scission nette entre les partisans de ces Accords et ses détracteurs a profondément ébranlé un panarabisme déjà fragilisé.

Boms et Aboubakr (2022) parlent à ce sujet d'un « changement de paradigme », marquant le passage d'un monde arabe structuré autour de la résistance et de la confrontation, vers un nouvel ordre régional axé sur la modernisation, la prospérité économique et l'ouverture diplomatique. Ce glissement illustre une transformation profonde du rôle et de la place d'Israël dans la région, mais aussi une reconfiguration des imaginaires politiques arabes, où la cause palestinienne perd peu à peu sa centralité dans les agendas étatiques.

Autrefois, l'affirmation des nations arabes passait par la quête de reconnaissance collective et l'adhésion à une identité régionale partagée. Désormais, les leaders arabes misent sur une jeunesse éduquée et des métropoles intégrées pour s'imposer sur la scène internationale.

Edward Said avait raison, soutiennent Boms et Aboubakr (2022), car « l'Orient », en tant qu'entité homogène et immuable, n'existe pas.

Ce que Said n'avait pas anticipé cependant, c'est que cette croyance était autant intériorisée par les acteurs internes qu'externes.

Aujourd'hui, le monde arabe est engagé dans une redéfinition active de lui-même, rompant avec les grilles de lecture orientalistes et les catégories figées héritées du panarabisme ou de la rhétorique de la résistance.

Un nouveau souffle panarabe social

Comment peut-on parler de renouveau du panarabisme, si celui-ci semble rejeté par les premiers concernés, à savoir les gouvernements arabes eux-mêmes ? Il serait erroné d'affirmer que les attaques du 7 octobre n'ont pas freiné les efforts de rapprochement israélo-arabes.

Le soutien symbolique affiché par certains dirigeants arabes, les discours appelant à la désescalade ou à la solidarité avec la Palestine, n'ont pas été négligeables. Pourtant, dans les faits, les réactions des États du Golfe ont révélé des lignes de fracture profondes. Khalid et Mat (2024) montrent que, malgré des déclarations publiques convergentes, les réponses post-7 octobre ont été largement hétérogènes.

L'Arabie saoudite, tout en suspendant ses négociations de normalisation avec Israël, n'a pas rompu le lien définitivement, préférant temporiser pour ménager à la fois l'opinion publique et ses ambitions géopolitiques.

Le Qatar, fidèle à son rôle de médiateur et soutien de la cause palestinienne, a intensifié ses efforts diplomatiques et humanitaires, renforçant ainsi son image d'acteur régional engagé.

À l'inverse, les Émirats arabes unis et Bahreïn, malgré la pression populaire, ont maintenu leurs relations diplomatiques avec Israël, illustrant leur attachement à une diplomatie pragmatique dictée par des intérêts économiques et stratégiques.

Quant à Koweït et Oman, ils ont réaffirmé une position traditionnellement pro-palestinienne, en appelant à une solution à deux États et à la fin des violences.

Dès lors, le nouveau terrain d'expression du panarabisme, c'est la rue. Le renouveau évoqué plus tôt ne s'incarne plus dans les sphères étatiques ou diplomatiques, mais s'ancre profondément dans la société civile.

Depuis le 7 octobre 2023, le panarabisme a été réapproprié par les peuples arabes, qui en font un vecteur de solidarité, de colère et de mobilisation. Ce n'est plus une idéologie portée par les gouvernements, mais une dynamique sociale, vivante, populaire, et largement déconnectée des discours officiels.

Le panarabisme d'aujourd'hui n'est plus politique : il est social et résolument contestataire. Comme l'écrit Imad Sayrafi (2024), le 7 octobre a agi comme un événement critique, réveillant une mémoire collective panarabe, et reconnectant la cause palestinienne à un imaginaire de résistance transnationale.

Dans cette optique, la Palestine n'est plus seulement une terre à libérer, mais un point de ralliement global intersectionnel contre les logiques de domination sociale, culturelle et politique.

Comme le panarabisme nassérien s'opposait aux puissances du Nord, les peuples arabes contestent aujourd'hui leurs propres dirigeants, au nom du même sentiment d'arabisme partagé.

Conclusion

L'histoire du panarabisme, de ses fondements culturels à son apogée politique sous Nasser, révèle une idéologie qui, bien qu'affaiblie au niveau étatique, continue de marquer les imaginaires collectifs arabes.

Si la cause palestinienne a longtemps incarné cette unité, elle a progressivement été reléguée au second plan par les gouvernements, notamment après les Accords d'Abraham. Pourtant, les événements du 7 octobre 2023 ont ravivé une solidarité panarabe populaire, déconnectée des élites politiques.

Ce nouveau panarabisme, social et contestataire, s'exprime désormais dans la rue, sur les réseaux sociaux, dans la culture, et à travers une conscience décoloniale transnationale.



Manifestation à Barcelone pour demander la fin de la guerre à Gaza © ENRIC FONTCUBERTA

Ce panarabisme 2.0 est moins un programme qu'une pratique collective : on le retrouve dans les slogans de rue, les mobilisations étudiantes, les campagnes culturelles, et les prises de position d'intellectuels et d'artistes. Il ne vise pas une République arabe unie, mais il revendique une solidarité affective et politique, qui transcende les frontières étatiques pour réaffirmer une appartenance commune face à l'injustice.

Ce renouveau ne vise pas l'unité politique, mais une solidarité affective et militante face à l'injustice. Il nous invite à repenser l'unité arabe non plus comme un projet géopolitique, mais comme une dynamique citoyenne, vivante et en mutation.

Reste à savoir si les destins des dirigeants arabes et de leurs peuples ne risquent pas d'entrer en conflit...

Boms, Nir Tuvia, et Hussein Aboubakr. 2022. « Pan Arabism 2.0? The Struggle for a New Paradigm in the Middle East ». Religions 13 (1) : 28. <https://doi.org/10.3390/rel13010028>.

Manduchi, Patrizia. 2017. « Arab Nationalism(s): Rise and Decline of an Ideology ». Oriente Moderno 97 (1) : 4-35.

Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou. 2018. « The rise and fall of pan-Arabism ». <https://doi.org/10.4324/9781315624495-12>.

Sayrafi, Imad, et Viktoria Luisa Metschl. 2024. « Ruptures dans les projets impériaux et coloniaux et rôle de la solidarité ». NAQD 8 (2) : 130-42. <https://doi.org/10.3917/naqd.hs8.gaza.0130>.